

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois 1.50 — Six mois, 3 fr. — Un an, 6 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 4 fr. — Un an, 8 fr.

SOMMAIRE

Billevesées radicales. — BRACKE.

L'Abdication. — Ch. DUMAS.

Anticapitalisme et antipatriotisme. — J.-P. GRANVALLET.

La Déclaration de Toulouse.

La C. G. T. à la Chambre. — P.-M. ANDRÉ.

Au Jour le Jour. — Paul GRADOS.

Le Congrès de la C. G. T. — P.-M. ANDRÉ.

Des Rapports entre syndiqués.

Compte rendu des Congrès de Marseille et de Toulouse.

Un projet de Code socialiste.

L'Action sociale.

La Presse Corporative.

La Presse Socialiste.

EXCUSES

En raison du Congrès de Toulouse, auquel ont participé la plupart de nos collaborateurs, le *Socialisme* n'a pu paraître à son jour habituel.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs en ajoutant que nous venons d'arrêter de nouvelles dispositions qui assureront à notre journal-revue, en même temps qu'une périodicité régulière, une collaboration plus variée encore qu'antérieurement.

BILLEVESÉES RADICALES

Rien n'est plus comique que les commentaires des partis et des journaux bourgeois sur les résolutions qui sont prises par le Parti socialiste chaque fois qu'il a tenu son Congrès national.

On a pu le constater encore à propos du Congrès de Toulouse.

Réactionnaires et républicains de toutes les couleurs sont là autour du texte de la résolution, à grappiller de ci, de là, une expression qui leur va, à pêcher quelque part une formule qui leur déplaît particulièrement, à tirer de tel détail ou de l'ensemble les conséquences qui leur conviennent.

Aucun effort pour comprendre ce qu'a signifié réellement et dans son fond le Congrès de 1908.

Pas un, à ma connaissance, ne s'est fait cette réflexion, pourtant bien simple, qu'un Congrès où un Parti veut définir son action tout entière ne peut aboutir

qu'à une résolution d'unanimité ou presque.

Sur un point, si vital qu'il soit, de l'action ou de la propagande, il peut y avoir dans un Parti des courants assez divergents pour qu'on se sente obligé d'en tenir compte en leur donnant forme.

Mais quand il s'agit de l'ensemble de la bataille socialiste, une division formelle de l'armée ne se comprendrait pas.

Tous ces messieurs ont l'air de croire qu'un Congrès prend des résolutions pour leur faire plaisir, ou tout au moins à leur usage. Alors, selon le cas, ils l'approuvent d'avoir fait telle ou telle déclaration, ils lui reprochent d'avoir omis ou d'avoir exprimé telle ou telle idée.

On ne leur ôtera pas de l'esprit que la résolution de Toulouse était destinée à répondre à la déclaration du Congrès radical de Dijon. Dans cette illusion, ils ergotent, ils disputent, ils dissertent à perte de vue.

Peine bien inutile. C'est pour lui-même, pour la cohésion de sa marche et la décision de son allure, que le Parti, en Congrès, détermine sa direction commune et la formule en résolutions.

Aux radicaux, comme aux autres, on peut dire que rien n'a été plus loin de la pensée des congressistes que de se préoccuper de ce qu'avait pu dire et faire, à Dijon, le prétendu parti radical et radical-socialiste.

Je ne sais, entre autres, où un certain nombre de radicaux sont allés chercher que la résolution de Toulouse marquait une velléité d'alliance — ou au pis-aller d'entente cordiale — avec eux, en vue des prochaines élections. Comme ils ne songent qu'à leurs sièges, la préoccupation électorale s'interpose sans cesse entre leurs yeux et les textes, où ils lisent tout ce que bon leur semble.

Il n'y a ni un mot, ni une ombre de cela dans la résolution. Les élections de 1910 étaient portées à l'ordre du jour; mais ce point n'a pu être abordé, sauf en passant et à propos d'autre chose. La discussion et le vote unanime qui l'a terminée n'ont porté que sur le point de l'action générale du Parti socialiste.

Le jour où le Parti se trouvera en face des élections, on peut prévoir à coup sûr qu'il continuera ce qu'il avait fait à Châlons.

La « discipline républicaine », liant le socialisme aux bourgeois radicaux comme des membres d'une même armée, continuera d'être absente des préoccupations du Parti. Il s'inquiètera de l'avenir et de l'efficacité de son effort d'agitation et de propagande parmi les travailleurs.

Les radicaux peuvent se le tenir pour dit. Un des illusionnistes impénitents du radicalisme, M. Lafferre, publiait l'autre jour dans *l'Action*, un article sur la « Déclaration du Parti Socialiste ».

Tout en regrettant que la formule n'en soit pas encore plus décisive, il y voit « un effort du Parti Socialiste vers une politique de légalité républicaine et d'action parlementaire. »

Le « commun respect de la légalité » surtout lui apparaît comme « ce qui importe pour marcher d'accord, sur le terrain électoral (le bout de l'oreille!) comme sur le terrain législatif. »

Et il trouve que le Parti Socialiste, à Toulouse, « s'est départi sensiblement de la méthode révolutionnaire. »

Expliquons à M. Lafferre que ce sont là des balivernes.

Loin de « se départir » de quoi que ce soit en ce qui concerne la Révolution nécessaire, ce que le Parti a fait à Toulouse, c'est de situer dans son action la place et la signification des réformes en période bourgeoise.

Et si quelque chose en ressort, c'est la différence entre les réformes selon les radicaux et les réformes selon les socialistes.

Pour les premiers, moyen d'améliorer, de rendre sortable et habitable la société capitaliste; pour les autres, moyen de préparer une classe ouvrière organisée, consciente et agissante, capable d'accomplir la transformation de cette société.

La « légalité » n'est pas exclue des moyens d'action de cette organisation en croissance. On s'en sert tant qu'elle sert.

Et pour mieux montrer que l'abîme entre les bourgeois du radicalisme et les socialistes ne se borne pas à « des difficultés théoriques sur le but final et la dernière étape de l'évolution sociale », comme dit M. Lafferre, la résolution constate que l'évolution même de la société capitaliste et des moyens de production a produit dès à présent les éléments nécessaires à la transformation, que seule y manque la volonté de cette classe ouvrière, que l'action socialiste consiste précisément à éveiller et à tendre.

Qui veut y lire autre chose sur ce point ne sait pas lire.

BRACKE

L'ABDICATION

Ce qui domine historiquement le Congrès de Toulouse, c'est la capitulation intégrale et complète de l'Anarchisme. Sur la question des réformes, la résolution votée ne dit rien de bien nouveau. La conception réformiste de la réforme est écartée. Les réformes ne sont pas des morceaux de révolution; elles ne sont que des moyens de faciliter au prolétariat sa lutte pour son émancipation définitive, qui ne peut sortir que de la Révolution, transformant la propriété. C'est dès maintenant, dans la société capitaliste, par la seule évolution économique, que s'accomplit la gestation de la Société

socialiste, mais ce n'est que, lorsque grâce au forceps révolutionnaire, elle sera née, c'est-à-dire que le prolétariat sera maître du pouvoir politique que, par une série de réformes, qui seront alors des réformes révolutionnaires, elle pourra se réaliser. J'ai entendu, au Congrès de Toulouse, à l'exposé fait par Bracke de cette conception, que l'on disait : Mais cette série de réformes, c'est cela la gestation, et vous mettez la gestation après la naissance!

C'est l'erreur d'un esprit bien superficiel que de ne pas s'apercevoir que l'homme n'est pas réalisé du moment qu'il est né et que si la gestation s'est faite avant la naissance, il lui reste encore la croissance à accomplir.

En juin 1896, Jules Guesde disait à la tribune de la Chambre : « Nous sommes un parti de réformes en même temps qu'un parti de transformation sociale ou de révolution sociale ; » et un peu plus loin, dans le même discours, il ajoutait : « M. de Mun a dû me transformer en antiréformiste, — alors que tout ce que j'ai dit il y a une heure était contradictoire avec ce qu'il me prête — prétendant que j'avais condamné toute réforme, que j'avais exclu la possibilité pour l'ordre actuel d'améliorer dans une certaine mesure les conditions du travail pour la femme ouvrière et pour l'enfant. Or, je n'accepte pas cette accusation-là. Je dis qu'elle est toute gratuite. » C'est la même pensée qu'à douze années d'intervalle le Parti a affirmé de nouveau, mais il a spécifié que l'œuvre de Réformes laissait entière l'œuvre de Révolution et ce n'est pas là, que je sache, rabaisser notre action, mais c'est, au contraire, la hausser à la grandeur de notre but.

Le point important de la résolution de Toulouse c'est celui qui, confirmant et affirmant avec force contre l'anarchie la doctrine de l'Internationale, rappelle que le Parti « s'applique, d'un effort délibéré, constant, à la conquête du pouvoir politique » et qu'« il considère comme un DEVOIR ESSENTIEL de ses militants de travailler par l'action électorale à accroître la puissance parlementaire et législative du Parti. »

Depuis des mois nous avons entendu les anarchistes du Parti nier l'utilité de la conquête du pouvoir politique, ridiculiser l'action électorale, et certes nous avons osé espérer que l'on viendrait, comme on nous l'avait formellement promis, défendre à Toulouse la conception antiparlementaire. Notre espérance a été quelque peu déçue. Il ne s'est présenté personne pour soutenir une pareille tactique et les fougueux écrivains de la presse au picrate ne furent au Congrès que des orateurs pleins de modération. Où étaient-ils les ardens protagonistes de la violence et de l'action directe? Où étaient-ils ceux qui devaient cribler de leurs sarcasmes, ébranler de leur véhémence la vieille tactique du socialisme international? Où étaient-ils, car nous ne vîmes à la tribune que de timides ayocats d'office plaidant les circonstances atténuantes, pour une cause perdue qui semblait lourde à leurs épaules. Ce n'est pas eux qui ont attaqué, c'est nous qui leur avons demandé des comptes et ils n'ont trouvé alors pour tout argument qu'à se cacher piteusement derrière les prisonniers de Draveil.

Et vraiment ce fut une abdication complète, presque pénible pour ceux qui en furent les témoins, lorsque nous les vîmes, sans courage comme sans fierté, mettre leur signature au bas de la résolution qui était la condamnation la plus complète de toutes leurs théories, de toutes leurs doctrines.

Condamnée l'action directe des individus et des minorités agissantes; condamnée la grève générale des Syndicats sans syndiqués; condamnées aussi les escarmouches puérides qui jetteraient les travailleurs à l'aventure contre toutes les forces de l'État bourgeois.

Qu'ils viennent maintenant nous prêcher

tout cela; qu'ils nient l'utilité de l'action politique et nous leur montrerons le document au bas duquel leurs chefs ont mis leur signature.

Ah! vraiment, il fallait qu'elle fût bien chancelante la foi qu'ils avaient dans leurs théories et leurs doctrines, puisqu'elle n'a pas suffi à leur inspirer la résolution de se retirer pour une heure sur le mont Aventin de l'abstention en réservant l'avenir!

Mais il y a une conclusion qui s'impose et qu'il faut tirer du fait que l'action parlementaire et législative du Parti doit être considérée comme une action essentielle. C'est le devoir qui s'impose à nous de veiller désormais attentivement à ce que cette double action soit uniquement et toujours inspirée du plus pur esprit socialiste. C'était un prétexte commode que celui qui couvrait les faiblesses et les incertitudes de notre action parlementaire et législative du prétexte de l'importance secondaire de cette action. Mais aujourd'hui, il n'en saurait plus être de même, alors qu'on a reconnu à cette action une valeur essentielle. Il faudra bien que nous y songions.

Dès aujourd'hui nous pouvons nous féliciter sans réserve que notre lutte incessante contre les envahissements mortels de l'anarchie ait, suivant l'expression de Rappoport, débarrassé le Parti des embrassades de l'anarchie, comme nous l'avions hier débarrassé des embrassades de la bourgeoisie.

Ce sont les pages glorieuses de notre histoire.

Charles DUMAS.

Anticapitalisme et Antipatriotisme

Quand la classe ouvrière commença à s'organiser politiquement et économiquement sur le terrain de classe, les bourgeois démocrates la menacèrent d'un péril : le cléricalisme, et pendant quarante ans, au lieu de la lutte directe contre le capitalisme, nous eûmes la lutte anticléricalisme.

Bien que le cléricalisme continue à se porter à merveille, on n'en parle plus guère aujourd'hui, de manière à faire croire au prolétariat que par la séparation des Eglises et de l'État tout cléricalisme a disparu. Il fallait donc trouver une autre diversion. C'est pourquoi la presse bourgeoise et anarchiste s'efforce d'entraver le recrutement des groupements prolétariens en nous attirant dans des discussions sans fin sur le patriotisme et l'antipatriotisme.

Diviser pour régner : c'est toujours la bonne maxime des exploités.

Pour nous, ouvriers socialistes, nous nous refusons à tomber dans ce nouveau panneau. Comme jadis l'anticléricalisme, l'antipatriotisme actuellement à la mode nous paraît être un bouclier destiné à recevoir les coups que les camarades porteraient au capitalisme lui-même. Nous voulons donc débarrasser notre route de cette barrière et saisir le taureau par les cornes parce que c'est le meilleur moyen de l'abattre.

Tant que subsistera le capitalisme, religions, armées, magistratures, polices, toutes ces forces de coercitions ne pourront être vaincues. Nous le savons, c'est pourquoi nous sommes anticapitalistes — sans rien de plus.

Aimer ou haïr sa patrie n'est pas la question. Il est plus utile d'apprendre aux salariés à comprendre le rôle qu'ils jouent dans la société et d'éclairer leur conscience afin d'en faire des citoyens libres.

Mais la bourgeoisie veille — et les anarchistes aussi.

Il est curieux de voir ceux qui repoussent de toutes leurs forces la conception collectiviste — dans laquelle ils voient une forte centralisation — pour lui préférer l'idéal communiste libertaire — qui suppose une décentralisation — combattre l'idée de patrie. Croient-ils donc que les vautours du capitalisme français seraient dévorés par ceux des autres nations et que l'exploitation de l'homme par l'homme prendrait fin si la patrie française était annexée à une autre!

Il est pourtant facile de comprendre que rien ne serait changé sous le soleil capitaliste si des bornes frontières étaient déplacées.

Lorsque l'armée sera consciente et refusera de tirer sur les grévistes, la bourgeoisie ne sera pas privée de moyens de défense. Dans les pays où il n'y a pas d'armée nationale, il y a des

corps de gendarmerie et de police qui la remplacent avantageusement sur les champs de grève. L'antimilitarisme lui-même n'est donc pas une solution.

Seules, l'éducation syndicale d'abord, l'éducation socialiste ensuite, en faisant des anticapitalistes, créeront le véritable internationalisme. De plus, elles permettront le maximum de groupement des prolétaires sur tous les terrains où ils rencontrent le patronat face à face. Le maximum de groupement donnera le maximum d'éducation et, par conséquent, la Révolution libératrice.

J.-P. GRANVALLET.

La Déclaration de Toulouse

Voici le texte de la déclaration adoptée par le Congrès de Toulouse à l'unanimité moins 1 abstention; celle de Breton :

Le Parti Socialiste, Parti de la Classe ouvrière et de la Révolution sociale, poursuit la conquête du pouvoir politique pour l'émancipation des prolétaires par la destruction du régime capitaliste et la suppression des classes.

Il rappelle sans cesse au Prolétariat, par sa propagande, qu'il ne trouvera le salut et l'entière libération que dans le régime collectiviste ou communiste; il porte cette propagande dans tous les milieux pour susciter partout l'esprit de revendication et de combat. Il amène la classe ouvrière à un effort quotidien, à une action continue pour améliorer ses conditions de vie, de travail et de lutte, pour conquérir des garanties nouvelles, de nouveaux moyens d'action,

Précisément parce qu'il n'est pas arrêté dans sa revendication incessante, par le droit, périmé à ses yeux, de la propriété capitaliste et bourgeoise, il est le parti le plus essentiellement, le plus activement réformateur, le seul qui puisse pousser son action jusqu'à la réforme totale, le seul qui puisse donner à chacune des revendications ouvrières un plein effet, le seul qui puisse faire toujours de chaque réforme, de chaque conquête, le point de départ et le point d'appui de revendications plus étendues et de conquêtes plus hardies; et quand il signale à la classe ouvrière, avec l'utilité, la nécessité, la bienfaisance de chaque réforme, les limites aussi que lui impose le milieu capitaliste même, ce n'est pas pour la détourner de l'effort immédiat de réalisation, c'est pour l'amener à conquérir des réformes nouvelles et pour lui rendre toujours présente et sensible, jusque dans l'effort incessant d'amélioration, la nécessité de la réforme totale, de la transformation décisive de la propriété.

Cette transformation est préparée par le mouvement même des forces productives.

L'évolution du mode de production capitaliste, son extension à toutes les parties du monde, l'accumulation et la concentration des capitaux, les progrès de l'outillage et de la tactique mettant à la disposition de l'humanité des forces de production capables de pourvoir largement à tout ses besoins, rendent possible l'émancipation de la classe salariée par la reprise de tous les moyens de production et d'échange qu'elle met en œuvre actuellement pour le profit d'une petite minorité d'individus et qui seront alors collectivement appliqués à la satisfaction des besoins de la collectivité.

Parallèlement à ce mouvement des forces productives, doit se développer un immense effort d'éducation et d'organisation du prolétariat.

C'est dans cet esprit que le Parti socialiste reconnaît l'importance essentielle de la création et du développement des organismes ouvriers de lutte et d'organisation collective (Syndicats, Coopératives, etc.), éléments nécessaires à la transformation sociale.

Pour ces combats, pour ces conquêtes, le Parti socialiste emploie tous les moyens d'action, en réglant l'usage par la volonté réfléchie d'un prolétariat fortement organisé.

Le prolétariat progresse et se libère par son effort direct, par son action directe, collective et organisée, sur le patronat et les pouvoirs publics et cette action directe va jusqu'à la grève générale employée à la défense des libertés ouvrières menacées, à de grandes revendications ouvrières et à tout effort d'ensemble du prolétariat organisé en vue de l'expropriation capitaliste.

Comme toutes les classes exploitées au long de l'histoire, le prolétariat affirme son droit de suprême recours à la force insurrectionnelle; mais il ne confond pas, avec les vastes mouvements collectifs qui ne peuvent surgir que de l'émotion générale et profonde du prolétariat,

Au Jour le Jour

des escarmouches où les travailleurs se jetteraient à l'aventure contre toutes les forces de l'Etat bourgeois.

Il s'applique, d'un effort délibéré, constant, à la conquête du pouvoir politique, il oppose à tous les partis de la bourgeoisie, à leurs programmes ou rétrogrades, ou vagues, ou fragmentaires, la pleine affirmation collectiviste et communiste et l'effort incessant de libération du prolétariat organisé, et il considère comme un devoir essentiel de ses militants de travailler, par l'action électorale, à accroître la puissance parlementaire et législative du socialisme.

LA C. G. T. A LA CHAMBRE

Nous l'avons dit souvent : L'anarchie travaille pour le ministérialisme comme le ministérialisme travaille pour l'anarchie.

La séance de vendredi dernier à la Chambre en est une nouvelle démonstration.

La bourgeoisie gouvernementale a pu s'emparer des erreurs de quelques syndiqués pour jeter la suspicion sur le mouvement syndical français. Elle a tiré parti de nos déchirements intérieurs et, devant les incurables ignorants du troupeau parlementaire, elle a eu l'audace de prétendre couvrir les uns pour frapper les autres.

Si MM. Viviani et Clémenceau croient réellement que l'importante minorité qui s'est affirmée au Congrès de Marseille contre la démente anarchiste a l'intention de préparer les voies à un retour du ministérialisme de jadis, ils se leurrent grossièrement. Le concours bienveillant qu'ils affectent de nous offrir, nous le repoussons avec autant d'énergie que celui des intellectuels de l'anarchie. Le syndicalisme français est majeur. Il n'a besoin d'aucune tutelle. Il entend faire ses affaires lui-même. C'est par son propre effort d'organisation et d'éducation qu'il se guérira de l'anarchisme et quand il sera guéri, il ne sera que plus fort contre la bourgeoisie et son chargé d'affaires : le gouvernement.

En nous jetant des fleurs empoisonnées, M. Viviani ne peut qu'affaiblir notre action et fortifier contre notre propagande la propagande anarchiste. L'abominable procès de Corbeil et l'intervention ministérielle et parlementaire dans les affaires de la C. G. T. ont plus contribué au succès des compagnons anarchistes que ces compagnons eux-mêmes. Et comme le plus clair résultat de l'attitude du gouvernement est favorable à l'anarchisme, nuisible par conséquent au recrutement syndical, nous serions en droit de soupçonner qu'on nous embrasse pour mieux nous étouffer.

Nous ne le permettrons pas. Nous continuerons infatigablement à faire comprendre à la classe ouvrière française que, pour elle, sur tous les terrains, il n'y a qu'un péril sous une double apparence : le ministérialisme et l'anarchie.

P.-M. ANDRÉ.

Souscription pour le "SOCIALISME"

Ainsi que nous l'avons exposé, le tarif antérieurement établi pour l'abonnement à notre Journal-Revue a dû être augmenté pour couvrir les dépenses de notre publication. De plus, cet ancien tarif a été cause d'un déficit qui est déjà en partie couvert par les souscriptions que nous avons reçues. Nous faisons appel aux amis du Socialisme pour couvrir complètement ce déficit par des souscriptions et par de nouveaux abonnements.

Un reçu du montant de la souscription sera envoyé à chaque souscripteur.

Adresser les fonds par mandats ou bons de poste, à l'Administrateur-délégué du Socialisme, 15, rue Visconti, Paris-VI^e.

Faits et Chiffres.

Très suggestif, le rapport sur les accidents maritimes présenté au Parlement par M. Henry Michel !

Dans l'espace de trois années, *treize de nos bâtiments de guerre* — croiseurs, cuirassés et sous-marins — ont été coulés, détruits ou gravement endommagés. Ces sinistres ont causé la mort de *deux cents hommes*, et représentent une perte sèche de *quarante-trois millions*.

Ce qui revient à dire que, sans avoir eu de guerre avec aucune autre puissance navale, notre flotte a subi les mêmes dégâts matériels que l'escadre russe à la bataille de Tsushima !

Pas besoin, comme on le voit, de conflits armés pour éprouver des désastres : la *paix armée* est tout aussi meurtrière que la guerre — sinon davantage.

Discipline intestinale.

Six cents ouvriers d'une manufacture de tissage, dont le patron n'est autre que M. le vice-consul d'Angleterre à Reims, viennent de se mettre en grève pour revendiquer... devinez quoi ?

Le droit d'aller aux cabinets d'aisances.

Il paraît qu'en effet ce droit — ou plus exactement ce besoin — est limité par des règlements d'atelier.

Ni les rois absolus de l'ancien régime, ni les garde-chiourmes des pénitenciers, ni les Ramollots des casernes n'avaient encore trouvé celle-là ! et l'on pourrait croire à quelque fumisterie d'on ne sait quel Lemice-Terrieux, si ce n'était le plus grave et le plus pontifiant des organes bourgeois — *Le Temps*, pour l'appeler par son nom — qui nous apprenne la nouvelle.

A part ce léger détail, il demeure entendu, n'est-ce pas ? que nous vivons dans la plus libre des sociétés, dans la plus libérale des démocraties — et que le collectivisme serait au contraire la pire des tyrannies pour les travailleurs qu'il prétend émanciper...

Fâcheux démenti.

Un de ces jours, si la bourgeoisie ne veut pas que les affirmations de sa presse à tout faire soient considérées comme d'affreuses blagues, il faudra qu'elle se résigne à supprimer le service des statistiques.

Nous a-t-on assez chanté sur tous les tons que les lois protectrices du travail — si peu méchantes pourtant, les pauvres ! — allaient porter un coup mortel à notre commerce national ? N'a-t-on pas répété surtout à satiété que le terrible repos hebdomadaire allait causer la ruine de tous les négociants français, du premier jusqu'au dernier ?

Eh bien ! il résulte d'un rapport établi par M. Alfred Picard, président de la Commission des valeurs en douane (actuellement ministre de la marine), que « l'année 1907 a été heureuse pour le commerce de la France et du monde ». Pour notre seul pays, les affaires faites avec l'étranger ont augmenté de près d'un milliard sur l'année précédente.

Après ça, les plumitifs bourgeoisants n'ont plus qu'à clore le bec... de leur plume, à moins qu'ils ne s'avisent d'attribuer cette importante plus-value à l'effet des « bienfaites » dérogations. Ils n'en sont d'ailleurs pas incapables.

Cloisons étanches.

Il n'est pas sans intérêt d'entendre M. Léon Bourgeois commenter l'œuvre scientifique de Marcelin Berthelot, et proclamer que les études du grand savant opérèrent une véritable révolution dans le domaine de la chimie.

Les hommes de haute valeur intellectuelle qui formaient une partie de son auditoire n'ont pas manqué d'approuver ses paroles. D'où vient donc que ces mêmes hommes demeurent obstinément réfractaires à la conception du matérialisme économique, née d'une autre révolution due aux recherches de Karl Marx dans le domaine de la science économique ?

On serait tenté de croire que ce qu'ils admiraient surtout dans Berthelot, c'est l'homme dont

les découvertes ont pu procurer de nouvelles ressources et ouvrir de nouveaux champs d'exploitation au capitalisme industriel, alors qu'ils voient dans Marx l'ennemi redoutable qui sut donner aux exploités la formule sûre et définitive de leur prochaine libération.

Record de vitesse.

Le Chapus, de Fourmies, dut attendre plusieurs années son avancement et sa décoration.

Plus expéditif que ses devanciers opportunistes, le parti radical n'attend même pas trois mois pour élever un lieutenant au grade de capitaine, pour infliger l'étoile des braves à deux capitaines de dragons, lesquels « appartiennent aux troupes chargées de maintenir l'ordre à Villeneuve-Saint-Georges, le 30 juillet 1908 ».

Pour un progrès, c'est évidemment un progrès. On n'en saurait dire autant, par contre, de certaines réformes inscrites dans le programme de Belleville.

Comparaisons.

Un tribunal russe — russe, vous m'entendez bien ! — vient d'acquiescer des détenus coupables d'évasion.

Les tribunaux français condamnent tant qu'ils peuvent les détenus du bagne social qui veulent en faire évader la classe ouvrière.

Sous l'ancien régime, la caricature et la chanson frondeuse, tolérées par la monarchie absolue, égayaient les loisirs de l'entourage des rois et divertissaient les rois eux-mêmes, alors même que l'esprit de l'auteur s'exerçait à leurs dépens.

Cent vingt ans après la Révolution, pour avoir fait — l'un par la plume et l'autre par le pinceau — certain portrait d'un général français, pamphlétaire et dessinateur attrapent chacun un an de prison et 3.000 francs d'amende.

Et l'on prétend que Jules Ferry se moquait du monde, quand il affirmait que l'Europe entière nous envoyait nos institutions !... C'était pourtant la vérité. Quel autocrate ne serait pas jaloux de notre troisième République ?

Les Bagnes patronaux.

A la Conférence internationale des « Liges d'acheteurs », on signale à tour de bras l'épouvantable surtravail infligé dans l'industrie du vêtement aux ouvrières que l'*Eclair* appelle les « victimes de la veillée », et dont l'organisation clérico-démocratique dénommée le *Sillon* a découvert, tout dernièrement aussi, les douleurs et les souffrances.

Une dame apprend à ses voisines, par exemple, qu'une couturière qu'elle connaît *n'a dormi que dix-huit heures dans toute une semaine* ; une inspectrice du travail apporte des constatations analogues...

On dirait vraiment que tous ces abus n'existaient pas il y a quelques années !

Il est vrai qu'à cette époque le Parti socialiste était seul à les dénoncer. Alors ça ne comptait pas

Et les autres ?...

Le Gouvernement est menacé d'interpellation par un certain Gourju, sénateur du Rhône, qui voudrait voir prendre des mesures « contre la pression administrative et la candidature officielle ».

Ce vif intérêt porté subitement à la liberté du vote part, sans doute, d'un bon naturel. Mais, pourquoi faut-il que ce Gourju, déjà nommé, s'en avise seulement aujourd'hui ? Il y a beau temps que ces abus se commettent. Pourquoi ne pas s'inquiéter également de la pression patronale exercée sur les salariés dans les centres industriels en faveur des candidats selon le cœur des exploités ?

Y aurait-il donc, suivant les catégories d'intérêts à protéger, une bonne et une mauvaise pression, de bonnes et de mauvaises candidatures officielles ? Et, de notre part, serait-ce véritablement « faire le jeu de la réaction », d'après le cliché bien connu, que d'exiger, dans tous les cas et sous toutes les formes, le respect des principes démocratiques ?

Paul GRADOS.

LE CONGRÈS DE LA C. G. T.

Nous avons mis en garde contre leurs illusions les camarades qui espéraient du Congrès de Marseille un changement d'orientation de la C. G. T. Pour nous, qui observions de près le malade, nous ne pouvions attendre d'un coup de majorité la guérison de la « syndicalite infantile » dont nous avons constaté les ravages. Malgré les symptômes favorables que nous avons signalés de ci, de là, l'ensemble de l'organisme nous paraissait gravement atteint et c'est d'un traitement de tout cet organisme que nous espérions le rétablissement complet.

Au Congrès de Marseille, dont nous avons suivi les séances tumultueuses avec une attention soutenue, nous avons eu le regret d'assister à la crise la plus redoutable qu'ait traversée la C. G. T. française. La fièvre anarchiste y a atteint son maximum d'intensité. Ceux-là mêmes qui, par leur haine aveugle du « guesdisme », ont le plus contribué à l'envahissement de l'anarchisme dans les Syndicats, ont été épouvantés par l'effroyable agonie du patient. Les uns, comme Niel, Guérard et les plus anciens organisateurs de Syndicats, ont été honteusement salis et bafoués; les autres, les « habiles » — maldroits — du syndicalisme, les Luquet, les Merrheim, les « dirigeants » — dirigés — du Comité Confédéral, n'ont pu éviter un écrasement qu'en pliant comme des roseaux sous le vent de démence qui soufflait terriblement.

Ah! ce ne sont plus seulement les « guesdistes » qui auront à résister désormais à l'assaut furieux de l'anarchie syndicaliste! Non seulement le neutralisme corporatif de Niel, de Guérard, de Keufer, de Coupât était périmé devant le Congrès de Marseille, mais même de la fameuse combinaison socialo-anarchiste, qu'on a appelé le syndicalisme-révolutionnaire, la majorité de ce Congrès n'a plus voulu!

A la bourrasque de l'anarchie pure le navire confédéral est livré; au broutchoutisme est resté la victoire; c'est Janvion qui est apparu le leader de la majorité confédérale.

Et si les fonctionnaires confédéraux demeurent à leurs places, ils ne le doivent nullement à leurs propres mérites, mais au souverain mépris que les compagnons anarchistes professent pour le fonctionnarisme. Ni Broutchoux, ni Janvion n'acceptent de se laisser corrompre par le farniente des fonctions syndicales. *En dehors*, ils sont et entendent rester. Ils n'ont aucun goût pour l'intérieur du « fromage ». Ce sont leurs expressions. Aristocrates de l'Anarchie, ils daignent admettre l'organisation syndicale; ils la subissent comme on subit la nécessité de manger en régime capitaliste; ils se réservent les grands rôles, les appels retentissants aux violences, au terrorisme, à la frénésie anarchiste.

Ces appels sont les seuls qui aient été entendus par la majorité des congressistes de Marseille. Ils ont soulevé les applaudissements les plus nourris, les vivats les plus chaleureux. L'antimilitarisme, l'antipatriotisme, la phraséologie démagogique de l'anarchie, voilà ce qui convenait à l'assemblée. Broutchoux présidait, Janvion déclamaient : hurra pour l'Anarchie!

En vain la minorité s'affirmait courageusement par Coupât, par Victor Renard; en vain, Niel s'efforçait habilement de détourner le torrent; en vain Guérard annonçait la désorganisation prochaine : l'autoritarisme anarchiste s'imposait brutalement.

— Vous désirez des rapports internationaux; vous n'en aurez pas! Vous voulez sauver du naufrage la belle organisation des mécaniciens : la voici supprimée! Vous réclamez la même mesure pour les quatre syndicats des presses lithographiques : nous ne vous l'accordons pas! Vous proposez un referendum sur la R. P. : nous vous le refusons!...

C'est catégorique, impérieux, anarchique. Les adjudants de l'anarchie ne badinent pas. Les mœurs parlementaires sont indignes du syndicalisme libertaire. L'autocratie anarchiste y supplée avantageusement.

Et nous pourrions maintenant nous tourner vers les complices pour leur dire : « Voici votre œuvre! Vous avez semé le vent : vous récoltez la tempête! » Mais à quoi bon?

Nous ne sommes pas ceux qui se réjouissent des désastres et qui vont se coucher quand le bâtiment flambe.

Dans l'épouvantable crise que traverse la C. G. T., nous ne désespérons pas. Nous ne laisserons pas raser l'édifice. Nous ne rendrons pas les troupes confédérales responsables des gestes de leurs délégués. A ceux — quels qu'ils soient — ceux qui ont enfin compris l'imminence du péril, nous offrons notre concours désintéressé. Au broutchoutisme triomphant, opposons notre propagande d'organisation patiente — et ceci vaincra cela.

P.-M. ANDRÉ.

DES RAPPORTS ENTRE SYNDIQUÉS

Cette question n'était pas inscrite à l'ordre du jour du Congrès de Marseille. Elle méritait cependant de l'être.

Nous voyons, en effet, tous les jours des militants délégués par la C. G. T. préconiser dans les réunions syndicales l'abstention électorale, quand ils n'insultent pas les autres militants syndiqués qui croient devoir se servir, pour leur émancipation, de tous les moyens, y compris le bulletin de vote.

Les mêmes délégués de la C. G. T. prétendent que le syndicat doit être ouvert à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses. Cela ne les empêche pas de traiter, dans la *Voix du Peuple* et dans leur propagande, des questions d'ordre purement politique ou philosophique. Le résultat ne se fait pas attendre : les syndiqués blessés dans leurs convictions se retirent. Voilà à quoi aboutit la manière d'opérer des compagnons libertaires qui aiment à se dire syndicalistes purs et... anti-guesdistes.

Nous avons constaté que ces singuliers propagandistes préfèrent opérer dans les milieux socialistes plutôt que dans les milieux où il y a tout à faire, tout à défricher. Sitôt qu'un embryon d'organisation se forme, grâce au dévouement des socialistes, on voit accourir les porteurs de la bonne parole anarchiste. Immédiatement, la démolition des recrues commence. Elles sont dégoûtées de l'organisation par la suspicion jetée contre nos militants.

S'il existe aujourd'hui dans les syndicats des camarades capables de traiter avec une certaine compétence les problèmes économiques intéressant le prolétariat, c'est au socialisme qu'on le doit, à ces éducateurs lumineux Karl Marx et Jules Guesde. Mais, pour les jeunes anarchistes, les graves problèmes du travail et du capital, c'est un sujet ennuyeux. Il est beaucoup plus amusant de hurler dans les réunions : Mort aux flies! A bas l'armée! plus de frontières! Cela exige moins de réflexions.

Il faut instruire les inconscients avec des

chaussettes à clous et des machines à bosseler. Voilà les vrais moyens de les convaincre. Ainsi seront supprimés les *renards*, les *jaunes*. Telles sont les recommandations qui nous sont faites au nom de la C. G. T. Cette méthode... nouvelle (qui existait 2.000 ans avant notre ère) doit, paraît-il, faire régner la concorde entre les exploités. Ceux-ci ressemblent, dit-on, à la femme de de Sganarelle.

Tristes conseils qui nous sont donnés et qui trouvent malheureusement trop d'échos auprès d'un certain nombre de camarades!

Le Congrès de Marseille n'a pas réagi contre cette fâcheuse propagande. Ce n'est pas lui qui rétablira le calme dans l'esprit de nos propagandistes. Tous ceux qui luttent pour augmenter le nombre des adhérents aux syndicats et pour éduquer sérieusement le prolétariat français, le regretteront.

L. PATÉ.

LE CONGRÈS DE MARSEILLE

Compte-rendu analytique

Le Congrès devait se tenir à la Bourse du Travail municipale. Un arrêté du maire, pris à la dernière heure, ayant interdit la discussion de la question antimilitariste portée à l'ordre du jour, le Congrès s'est transporté dans une grande salle, aux Chartreux. La stupide intervention de la municipalité n'a donc eu aucun résultat.

Le camarade Bajat, secrétaire de la Bourse de Marseille, présidait la première séance. Il a prononcé un excellent discours de bienvenue.

Un ordre du jour de solidarité avec les prisonniers de Corbeil a été adopté par acclamation.

Une Commission des conflits a été nommée : elle était composée de Ader, agricoles; Fiers, Roubaix; Mel, Montpellier; Hayrad, Béziers; Richer, Le Mans; Bornet, bûcherons; Clévy, textile.

Les mandats des Syndicats de la céramique de Limoges ont été contestés, bien qu'ils aient été admis au Congrès d'Amiens, sous prétexte que depuis ce dernier Congrès, ces syndicats ont formé entre eux une union locale pour intensifier la propagande. Malgré les efforts de notre camarade Parvy, ces mandats n'ont pas été validés.

Voici, du reste, la liste des mandats attribués à chaque Fédération :

Agricoles du Midi.	29
Agricole du Nord.	1
Alimentation.	39
Allumettiers.	6
Ameublement.	15
Ardoisiers.	9
Bâtiment.	219
Bijouterie.	12
Brossiers.	7
Bûcherons.	22
Céramique.	14
Chapellerie.	4
Chemins de fer.	70
Coiffeurs.	14
Chauffeurs-Mécaniciens.	2
Confection militaire.	»
Cuir et Peaux.	40
Dessinateurs.	5
Employés.	33
Eclairage.	4
Ferblantiers.	1
Magasins guerre.	2
Personnel civil Guerre.	24
Habillement.	26
Horticole.	5
Inscrits Maritimes.	7
Lithographie.	29
Livre.	69
Maréchalerie.	6
Travailleurs Marine.	2
Mécaniciens.	33
Préparateurs pharmacie.	1
Métallurgie.	111
Mineurs.	35
Modeleurs.	»
Mouleurs.	26
Papier.	11
Peinture.	8
Ports et Docks.	14
Syndicat P. T. T.	14
Main-d'œuvre P. T. T.	1
Sabotiers.	3
Sellerie.	2
Tabacs.	18
Service santé.	5
Teinturiers.	3
Textiles.	54
Tonneau.	10

Transports	16
Transports Manutention	12
Travailleurs Municipaux	9
Verriers	20
Teinturiers apprêteurs	3
Voiture	11

La deuxième séance était présidée par Guerry, du Bâtiment (Lyon).

Broutchoux s'est plaint des conditions dans lesquelles la Fédération Nationale des Mineurs a été admise par le Comité Confédéral. Cordier lui a répondu et l'admission des mineurs a été ratifiée à l'unanimité moins une douzaine de voix.

Broutchoux fait la proposition suivante qui est adoptée au milieu du bruit :

« Le Congrès, considérant qu'il y a un drapeau tricolore à la façade de l'établissement où se tient le Congrès ;

« Considérant que l'exposition de ce morceau d'étoffe est une manifestation qui pourrait faire croire que le Congrès délibère sous les plis de cet emblème ;

« Le Congrès prie le propriétaire de bien vouloir retirer ce chiffon ».

Pataud préside la troisième séance.

Luquet présente les rapports des Comités et des Commissions pour 1906-1907.

Renard, du textile, critique l'attitude du Comité à qui il reproche d'avoir, au cours des derniers événements, manqué de prudence.

Renard est persuadé que c'est par l'augmentation des cotisations, que les ouvriers pourront un jour lutter avantageusement contre le patronat.

Il considère que dans les agitations populaires le gouvernement tend sans cesse des pièges aux travailleurs et c'est à la vigilance des militants qu'il appartient de les éviter.

Nous ne sommes pas encore les plus forts, dit-il, et lorsqu'on n'est pas le plus fort, il faut harceler l'ennemi sans exposer trop ses troupes.

Victor, des maçons de Paris, justifie l'attitude du Comité Confédéral et Sergent, de la 21^e section du Livre, critique le Central du Livre pour son rôle dans les événements postérieurs à la tragédie de Draveil.

Mathieu, des terrassiers de Paris, et Pélissier, des mineurs de la Loire répondent à Renard en faisant l'apologie de l'action directe.

Clévy, du Textile de Troyes, dit que l'on dénature la pensée et les arguments de Renard. Ce dernier n'a pas surtout voulu critiquer la conduite du Comité, mais donner pour l'avenir des conseils de modération, de prudence et de sagesse.

Merrheim et Luquet expliquent que le Comité Confédéral n'a pu se mettre en travers de la manifestation de Villeneuve qui avait été projetée par le Bâtiment et qui était légitimée par des attentats antérieurs contre les grévistes. Non-seulement ils n'ont pu arrêter cette manifestation, mais ils ont tenu à y prendre part, bien qu'ils l'aient désapprouvée.

Renard riposte :

« J'ai demandé de la prudence pour l'avenir ; je n'ai pas critiqué ceci ou cela ; je sais qu'il est des circonstances où il faut payer de sa personne et je félicite nos camarades emprisonnés de l'avoir fait. Mais il ne faut pas que les hommes utiles à l'organisation soient à la merci de quelques fous ».

Cette riposte soulève des hurlements sauvages. Le tumulte est indescriptible pendant plus d'un quart d'heure.

Finalement le rapport du Comité Confédéral est approuvé par 947 mandats contre 109 bulletins blancs.

La discussion s'engage sur les rapports internationaux.

Guérard, des Chemins de Fer, demande que la Confédération cesse de boudier le Secrétariat international et dépose la motion suivante :

« Le Congrès décide que le Comité Confédéral devra participer aux conférences du secrétariat international ».

La quatrième séance est présidée par Sergent, du Livre.

Robert, des Peintres, estime que les conférences internationales sont sans intérêt. Niel, de Montpellier, prononce un discours excellent de fond et de forme pour appuyer la reprise des rapports internationaux. Latapie, de la Métallurgie, et Bidemant, des Chemins de Fer, ne sont pas opposés à ces rapports ; mais au lieu de conférences, ils voudraient voir instituer des Congrès. Coupat, des Mécaniciens, fait observer qu'avant de poser des conditions à l'Internationale, il faudrait adhérer à celle-ci. Il montre, avec une documentation très forte, que toutes les Fédérations tendent de plus en plus à s'organiser internationalement et il souligne l'anomalie qui tient l'ensemble de ces Fédérations, la C. G. T., en dehors du mouvement international.

Par 858 voix contre 284 et 22 abstentions l'attitude du Comité Confédéral, dans la question des rapports internationaux, est approuvée.

(A suivre.)

LE CONGRÈS DE TOULOUSE

Nous n'avons pas la prétention de donner ici un compte-rendu complet d'un Congrès qui a duré quatre journées fort bien remplies, et qui compte moins par les résolutions qu'il a prises que par ses délibérations elles-mêmes.

La physionomie des débats de Toulouse était, à elle seule, un enseignement. C'est elle qu'il faudrait pouvoir rendre exactement pour l'édification des milliers de socialistes qui attendent avec raison, de nos Congrès, des indications dans la bataille livrée sans relâche au capitalisme. Le compte rendu sténographique aura cette utilité.

On peut l'affirmer, l'ampleur des vues échangées, le Congrès de Toulouse aura été pour ses délégués une école supérieure de guerre. Bien des équivoques auront été dissipées ; bien des suspicions entre frères d'armes effacées ; la clarté socialiste, pleine et entière, se sera faite dans beaucoup d'esprits et les militants auront pu ainsi rapporter à leurs camarades des groupes la grande pensée de l'Internationale socialiste dont le Congrès de la Section française a été illuminé.

Après avoir enregistré l'œuvre du Congrès de Toulouse, le *Socialisme* n'a, d'ailleurs, pas l'intention de s'y arrêter. S'il regarde dans le passé, c'est pour mieux voir l'avenir. L'éducation socialiste à laquelle il s'est attaché ne saurait être considérée comme terminée. Demain, comme hier, l'armée prolétarienne rencontrera des obstacles à sa marche en avant.

Et pour éviter la fausse route, il faudra longtemps encore enseigner le droit chemin de l'émancipation ouvrière. Dans un large esprit de fraternité socialiste, nous nous efforcerons plus que jamais d'éclairer notre action à la lueur de la doctrine. Ce sera, croyons-nous, la meilleure façon de poursuivre l'utile travail commencé au Congrès de Toulouse.

De l'organisation matérielle du Congrès par nos camarades toulousains, nous ne dirons rien que nos lecteurs ne connaissent déjà par l'avis unanime exprimé dans toute la presse. Nous ne pouvons que joindre nos félicitations et nos remerciements à ceux que Marcel Sembat a adressés au nom des congressistes.

C'est notre ami Desbals, secrétaire de la Fédération de la Haute-Garonne, qui, en termes excellents, a souhaité la bienvenue.

Notre camarade De Brouckère représentait le Parti ouvrier helgè.

Paul Faure, rapportant pour la Commission de vérification des mandats, annonce la présence de 251 délégués représentant 324 mandats.

Une Commission des conflits est nommée à raison d'un membre par 20 mandats.

Le Congrès envoie l'expression de sa sympathie fraternelle aux militants syndicalistes et socialistes victimes de la répression gouvernementale.

Il est décidé qu'à l'avenir les Congrès du Parti auront lieu à l'époque des fêtes de Pâques. Les cartes et les timbres délivrés aux adhérents seront comptés, non plus d'un Congrès à l'autre, mais pour l'année entière, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Dubreuilh demande la discussion du rapport du Conseil national qui a été distribué aux Congressistes. Cela amène Rappoport à la tribune.

L'optimisme du rapport paraît excessif à notre ami. Si l'on défalque l'augmentation de 3.000 adhérents pour le Nord et la Seine, l'ensemble du Parti est en diminution dans son recrutement. Cette répression ne peut être attribuée à la violence de la réaction clémenciste, car un parti comme le nôtre ne peut que grandir dans la persécution. Si le Parti ne progresse pas, c'est par sa propre faute, par sa complaisance au néo-syndicalisme et à la réaction anarchiste.

Dubreuilh constate qu'un parti qui augmente de 1.100 cartes n'est pas en recul.

Mistral (de l'Isère) dit que ce sont les querelles intestines des fédérations qui sont la cause profonde de son faible développement. Soyons tolérants entre nous et notre action sera fortifiée.

Paul Constans présente le rapport parlementaire qui ne donne lieu à aucune observation.

Bracke rapporte sur la situation financière de *L'Humanité* qui est excellente. A ce sujet, Delory déclare que la Fédération du Nord est prête à seconder de toutes ses forces le développement de *L'Humanité*, à condition qu'elle écarte les chroniques syndicales à tendances anarchistes qui entravent l'action du Parti.

Le Congrès décide que le Parti souscrira les 3.300 francs d'actions qui manquent encore pour compléter le capital prévu pour la société de *L'Humanité*. Cela permettra la constitution des actions d'apport qui, par leur attribution, donneront au Parti socialiste la majorité, et, par conséquent, la prépondérance dans l'assemblée des actionnaires de *L'Humanité*.

Lucien Roland rapporte sur l'organe officiel du Parti, *Le Socialiste*, dont la situation matérielle est mauvaise.

Albert Thomas pense que cette fâcheuse situation provient du peu d'intérêt que présente l'hebdomadaire du Parti qu'il voudrait voir transformer en revue digne de notre organisation. Il est décidé que la Commission administrative étudiera cette question.

Fouilland (Allier) fait adopter une motion inter-nisant aux membres du Parti « de critiquer et de calomnier les actes et les membres du Parti dans des organes d'à-côté ».

Vaillant lit le rapport des délégués au Bureau socialiste international. A ce sujet, Jean Longuet regrette que les délégués de la France aient émis des votes contraires pour l'admission du *Labour Party*. La question sera discutée au prochain Conseil national.

La discussion s'engage sur l'Action générale du Parti.

La C. A. P. a étudié cette question, en cherchant un terrain d'entente. Elle n'a pas abouti à un accord complet. Il y a donc deux rapporteurs : Tanger et Paul Lafargue.

Pour Tanger, l'action du Parti consiste à préparer la révolution en groupant les travailleurs pour agir et vivre les phases incessantes du combat contre la domination capitaliste. Ne pas laisser croire aux travailleurs qu'un coup de main, même victorieux, réalisera leurs espérances si, auparavant, les éléments de la société ouvrière ne sont pas réalisés. Nullé conquête n'est vaine. Signalons la valeur de transformation des coopératives et des syndicats. Sous le nom de réformes, groupons tous les progrès obtenus, soit par l'effort direct des travailleurs, soit par l'action des élus qui, sous forme de lois, amorcent, généralisent ou consolident ces progrès. Ce qui effraie la bourgeoisie, ce sont nos conquêtes quotidiennes.

Pour Lafargue, le Parlement représente toutes les forces d'oppression sur la classe ouvrière. Le premier devoir de nos élus est de faire du Parlement un terrain de lutte contre le capitalisme. Ils doivent demander des réformes, mais ils ne peuvent oublier que ces réformes, proposées par eux, sont l'œuvre des députés bourgeois. Le Parti radical promet des réformes mais fait banqueroute à ses promesses. L'œuvre réformatrice n'est pas la principale pour le Parti. Elle ne saurait aboutir à un changement de la condition sociale des salariés. La loi Grammont n'a pas diminué le pouvoir du maître sur son cheval. Il n'y a pas de droit ouvrier en régime capitaliste pas plus qu'il n'y avait un droit à l'esclavage et à la servilité.

Varenne soutient la thèse réformatrice et la discipline républicaine. Il se défend de vouloir rompre avec l'Unité. A part Breton, qui est un isolé, tous les révisionnistes se sont inclinés devant la décision du Congrès d'Amsterdam. Ils veulent simplement prêter un concours loyal aux réformes. L'orateur obtient un vif succès dans sa critique du néo-syndicalisme. « Je ne veux pas, dit-il, de la grève générale sans grévistes, ni de l'insurrection des manches à balais. » L'utilité de la droite qu'il représente, il la voit dans le contact qu'elle maintient entre les ruraux non-socialiste et le prolétariat organisé.

Vaillant répond à Varenne (qui demandait : où sont les grèves généralistes, où sont les insurgés?) que les événements préparent les circonstances favorables à la révolution. Les réformes sont un moyen de lutte pour le prolétariat. Il ne faut pas figer notre action dans des formules immuables. Il existe seulement une discipline socialiste; il n'y a de république que dans le socialisme. « Je ne serais pas au Parlement si je croyais que l'action parlementaire est nulle ». Mais en dehors du Parlement, il y a d'autres actions nécessaires. Donnons à chacune d'elles sa propre valeur dans l'action générale du Parti.

Jean Longuet oppose à la tactique des syndicats français, celles des belles organisations syndicales d'Angleterre, d'Allemagne et d'Italie. Il reconnaît une même valeur aux actions politique, syndicale et coopérative du prolétariat.

Paul Constans rappelle que le but du socialisme est l'expropriation du capitalisme et la transformation de la société bourgeoise en société capitaliste. L'action politique est indispensable pour arriver à ce but. Les réformes, nous devons les voter ou les proposer, mais sans nous illusionner sur leur valeur. Avant tout, faisons une forte organisation socialiste. Par elle seule, la révolution deviendra possible.

Poulain, après avoir réclamé la liberté pour les élus du Parti, d'agir sous leur propre responsabilité, s'élève vigoureusement contre les abominables campagnes faites par certains anarcho-socialistes qui discréditent le Parti en salissant ses militants. Il est applaudi par la grande majorité du Congrès.

(A suivre).

Comité de Rédaction du SOCIALISME

Le LUNDI et le VENDREDI, de 5 à 7 heures
15, Rue Visconti. — PARIS-VI^e

UN PROJET DE CODE SOCIALISTE

Les lecteurs du *Socialisme*, qui ont suivi l'intéressante polémique engagée dans nos colonnes entre notre collaborateur Rappoport et le camarade Deslinières, aujourd'hui rentré dans le Parti, connaissent déjà l'esprit général du nouvel ouvrage de ce dernier : *Projet de Code socialiste*.

Il n'est donc pas indispensable d'en résumer longuement l'intention.

Rappelons cependant que Deslinières se défend énergiquement d'avoir fait œuvre utopique et prétendu fixer à l'avance le fonctionnement du régime collectiviste dans les temps futurs. Il reconnaît et a, dit-il, toujours reconnu, qu'on ne peut prévoir l'avenir et que, dans l'ignorance où l'on est présentement des conditions économiques du moment où le socialisme s'emparera du pouvoir, il serait chimérique de dire d'ores et déjà sous quelle forme il pourra se réaliser. Cela serait d'autant plus ridicule, ajoute-t-il, que cette forme première de réalisation subira, à l'expérience, de nombreuses et importantes modifications.

Mais, par contre, Deslinières affirme, avec le Congrès du Parti Socialiste de France, tenu à Commeny, en 1902, que « les éléments matériels ou économiques de la société nouvelle existent dès à présent », et il proclame la nécessité de les rechercher, de les classer, de les coordonner pour en dégager ce que pourrait être l'organisation socialiste si, par le concours des « éléments humains, c'est-à-dire l'action d'un prolétariat organisé et conscient » que le Congrès de Commeny a reconnu « possible dès aujourd'hui », le Parti Socialiste devenait prochainement maître du pouvoir politique,

C'est ce qu'il prétend avoir fait dans son *Projet de Code socialiste*, qu'il déclare applicable aux conditions présentes, et qui, dit-il, pourrait recevoir par la suite toutes les modifications rendues nécessaires par les transformations politiques ou économiques, de façon à être toujours en état de servir. Grâce à un tel travail, le Parti, s'il l'acceptait avec les amendements reconnus utiles, ne serait pas surpris par les événements qui peuvent se précipiter. Il serait toujours en état d'appliquer son programme.

Deslinières estime, en outre, qu'en entrant

résolument dans la voie des solutions pratiques, le Parti donnerait à sa propagande une force qu'elle n'a jamais connue et amènerait à lui d'innombrables hésitants.

Contrairement à ce que certains de nos camarades ont cru comprendre, Deslinières n'est nullement exclusif : il demande simplement que sa méthode positive et concrète soit juxtaposée à la méthode purement critique et doctrinale. Il n'a jamais prétendu que cette dernière devait disparaître.

Nous avons cru devoir faire précéder de ce résumé impartial de la thèse de Deslinières l'annonce du deuxième volume de son *Projet de Code socialiste*, qui vient de paraître ces jours derniers et qui contient la *Loi constitutionnelle*, la *Loi organique et politique*, la *Loi civile*, la *Loi de procédure* et la *Loi pénale* (1).

On voit par ces titres que l'auteur est entré dans tous les développements d'une codification complète.

Ce qui caractérise ce deuxième volume, c'est la démonstration qu'il apporte de la simplification qui résultera du système collectiviste. Il l'explique en ces termes dans sa préface :

« Chacun des titres qu'elle renferme correspond à un ou deux des Codes actuellement en vigueur, et on voit du premier coup d'œil le peu qui subsiste d'un fatras législatif aux inextricables circonvolutions, dont la connaissance complète échappe aux cerveaux qui, durant une longue existence, se sont spécialisés dans l'étude du droit.

« C'est ainsi que cent quarante-cinq articles renferment toute la loi civile socialiste et tiennent lieu du formidable Code Napoléon. Le Code de procédure, le Code d'instruction criminelle, le Code pénal subissent des réductions au moins aussi fortes. Quant au Code de commerce, il disparaît entièrement.

« En même temps que ces principales colonnes d'un édifice social suranné, on voit à chaque page s'écrouler pour cause d'inutilité publique de puissantes institutions dont on ne conçoit pas actuellement qu'il soit possible de se passer. Notamment, l'article 410 en fait une véritable hécatombe. Mais, si longue que soit l'énumération qu'il consent, elle n'est rien à côté des institutions et corporations particulières qui, n'y pouvant pas figurer pour des motifs divers, n'en sont pas moins entraînées dans la chute des autres. Citons notamment les Bourses de valeurs et les Bourses de commerce, avec leur monde d'agents de change, coulissiers, remisiers, courtiers et subalternes, les Banques d'émission et d'escompte, les avoués, notaires, huissiers, commissaires-priseurs et la foule interlope des agents d'affaires et intermédiaires de toute sorte, etc. Quelle sensation d'allègement on éprouve à voir disparaître cette armée de parasites gorgée de la substance des producteurs! Quel air assaini et rafraîchissant on respire après ces vastes abatis d'une végétation étouffante, née de l'absence de toute véritable organisation sociale, et engraisée des abus qui en résultent! Il est impossible que cette impression ne soit pas ressentie unanimement et qu'elle ne donne pas une opinion plus favorable du Socialisme à nombre de personnes qui, jusqu'à ce jour, ne l'avaient pas envisagé sous cet aspect. »

Les vues de Deslinières sont trop nouvelles et, sur plusieurs points, trop différentes des traditions du Parti pour pouvoir être acceptées du premier coup. Mais son œuvre est saine et forte, et il n'est que juste de rendre hommage à sa valeur. Elle provoquera bien des réflexions utiles; seuls les esprits étroits pourront se refuser à l'examiner avec un intérêt bienveillant. Après tout, la tactique du Parti n'est pas figée dans un immobilisme que rien ne justifierait, au milieu de l'universelle évolution, et ce serait trahir la cause ouvrière que de repousser les yeux fermés les modifications de nature à nous conduire plus vite et plus sûrement au but.

ABONNEZ-VOUS

à la Revue Internationale

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

(Voir aux Annonces)

(1) Giard et Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot, Paris.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

A la Chambre.

La Chambre est rentrée et a décidé de commencer l'examen du budget et de poursuivre la discussion de l'impôt sur le revenu.

Une interpellation sur les accidents qui déciment les cuirassés, les torpilleurs et surtout les pauvres prolétaires transformés en soldats de la marine de guerre, a révélé de tels scandales que M. Thomson a dû démissionner. L'incurie des hauts dignitaires de l'amirauté française rappelle et égale celle de la marine russe. Les fournitures que des bandes de capitalistes livrent à la marine sont sabotées. Les poudres font exploser les bâtiments. Et la Chambre croit qu'il suffira d'avoir remplacé M. Thomson par M. Picard, pour que les effets du capitalisme cessent de se faire sentir!

Le jaune Biétry a cru devoir se payer une petite réclame sans frais en évoquant l'affaire Dreyfus et en se faisant expulser à cette occasion. Constatons que la Chambre bourgeoise lui fit jadis meilleur accueil lorsqu'il vint cyniquement donner à la tribune le gage de sa trahison de la classe ouvrière. Mais, quand il s'agit de l'Affaire, la réconciliation des partis (et, hélas! des classes) s'opèrent magiquement. On assiste à ce spectacle inouï d'élus socialistes contresignant de leur vote les déclarations de l'apostat Briand, se portant garant de la bonne justice de classe de la Cour de Cassation. Seuls, Allard, Carlier, Ghesquière, Delory, Guesde, Constans et Ferrero se sont dégagés de toute compromission, en s'abstenant de prendre part au vote. Nul doute que leur exemple ne soit suivi à l'avenir par les autres camarades élus qui ont été entraînés par l'emballement dreyfusard de la majorité.

Les Cheminots et l'Antipatriotisme.

Le Conseil d'administration du Syndicat national des Chemins de Fer a procédé au dépouillement du referendum qu'il avait organisé afin de reconnaître le sentiment des groupes de ce syndicat sur la question de l'antipatriotisme inscrit à l'ordre du jour du Congrès de Marseille.

Une dizaine de groupes seulement se sont prononcés conformément au sentiment de la majorité des délégués de la C. G. T.

Tous les autres, quoi qu'hostilement naturellement à l'intervention de l'armée dans les grèves, ont déclaré que le syndicat n'avait pas à faire des déclarations anti-patriotiques.

Il n'empêche que si l'on s'était fié au vote des administrateurs du Syndicat national (10 pour, 10 contre), on aurait pu croire que la moitié des groupes était antipatriote et que l'autre moitié ne l'était pas.

Cette anomalie, qui existe au Syndicat des Chemins de Fer (où la R. P. est cependant admise dans les Congrès), se retrouve dans la plupart des autres organisations syndicales, qui ne pratiquent pas la R. P. et qui sont représentées par des militants faisant trop souvent passer leurs opinions personnelles avant celles des syndiqués.

Le Travail des Femmes dans le Textile.

Avec l'introduction des femmes dans les tissages, deux conséquences se sont produites: d'abord le nombre des hommes a diminué, et ensuite, conséquence plus grave, les patrons en ont profité pour diminuer les salaires et arriver de ce fait à faire un classement des articles, c'est-à-dire *articles des femmes* et *articles des hommes*.

Le patronat n'a donc introduit la femme dans le tissage que pour en faire une chair plus exploitable que celle de l'homme.

C'est ainsi que dans des moments de crises, les premiers frappés du chômage sont les hommes, parce que les patrons ont tout intérêt à laisser travailler les femmes, puisque, travaillant dans de meilleures conditions, elles procurent plus de bénéfices aux patrons. Ce mal néfaste a pour résultat de jeter des hommes sur la rue et en outre de cela, la concurrence du salaire, qui devient de plus en plus redoutable, ne peut que créer la division des travailleurs.

Le lock-out de la verrerie.

Les syndicats de verriers de Normandie ont entamé, dès leur fondation (1904), une action vigoureuse et méthodique contre le patronat.

Ils obtinrent d'abord la suppression des économats et, ne travaillant plus seulement pour le pain et la savate, ils purent discuter leur valeur de travail et mettre fin à de nombreux abus.

Les troisièmes et relais furent augmentés, les souffleurs en place, payés arbitrairement à 18, 20, 22, 24 et 26 pour cent furent tous payés à 30.

Les enfants de l'Assistance publique, livrés aux verreries sans contrôle, connurent aussi les bienfaits de l'organisation; ils mangent, depuis, à peu près à leur faim.

Depuis 1904, tous les conflits engagés pour revendications de salaire et défense du droit syndical furent soutenus avec l'aide de la Fédération.

Les patrons ne devaient guère être satisfaits. Aussi, profitant de la crise de la verrerie, ils ont déclaré le lock-out pour briser l'organisation syndicale.

Mais, la Fédération a décidé la résistance et, de toutes parts, les syndicats de verriers prélèvent sur leurs salaires des sommes importantes pour secourir les lock-outés.

A cette heure, les camarades verriers doivent comprendre quel avantage ils auraient dans la lutte si, au lieu de faire appel à des souscriptions hâtives, ils avaient une caisse fédérale bien garnie.

Quoi qu'il en advienne pour l'avenir de cette leçon de choses, il faut aller aujourd'hui au plus pressé. Il faut que les militants ne laissent pas sombrer l'organisation des verriers de la Normandie et, pour cela, récoltent pour elle les gros sous nécessaires.

A L'EXTÉRIEUR

Les Charbonnages belges.

Un Congrès des Charbonnages de Belgique s'est réuni la semaine dernière à Bruxelles.

Il a discuté la question de la réglementation de la production dans les mines pour éviter la baisse des salaires. Il a reconnu qu'il y avait lieu de faire disparaître les stocks afin de maintenir le taux des salaires et qu'il convenait en conséquence de provoquer une réunion du comité international qui déciderait un chômage de quinze jours dans tous les pays à la fois.

Le *Socialisme* publiera prochainement une étude d'un camarade mineur de Belgique sur les travaux du Congrès de Bruxelles.

Les socialistes prussiens.

A l'occasion de l'ouverture de la Diète de Prusse, nos camarades berlinois ont renouvelé leurs manifestations en faveur du suffrage universel pour les élections au Landtag.

Six grandes réunions ont été organisées et ont obtenu le concours enthousiaste du prolétariat de Berlin.

Les sans-travail en Angleterre.

La crise du chômage sévit à l'heure actuelle en Angleterre avec une telle intensité que le gouvernement britannique est contraint d'intervenir.

Le premier ministre s'est ingénié à trouver toute une série de mesures empiriques qui font peut-être honneur à sa bonne volonté, mais qui révèle aux plus endurcis des conservateurs l'épouvantable anarchie de la société capitaliste.

Le rachat en Autriche.

Après le rachat des chemins de fer italiens — qui fut loin de répondre aux espérances des cheminots et des contribuables de la péninsule — l'Autriche vient d'accomplir la même opération pour divers réseaux.

Inutile de faire observer que, comme pour le rachat de l'Ouest, le socialisme est complètement étranger à cette opération.

Une révélation du « Vorwaerts ».

Le *Vorwaerts* a publié par indiscrétion un projet de loi par lequel le gouvernement se propose de lever un impôt sur la consommation du gaz et de l'électricité.

Cette publication a produit une grande sensa-

tion. On sait, en effet, que l'organe socialiste s'est assez souvent procuré des documents officiels accessibles à très peu de personnes.

Le *Vorwaerts* explique l'indiscrétion en disant qu'« un vent favorable a poussé les bonnes feuilles sur la table du rédacteur en chef ».

Le nouvel impôt frappera d'une taxe d'environ 5 0/0 sur le prix de vente, le gaz, l'électricité et le pétrole.

Le monopole de l'alcool.

Il y a longtemps qu'on en parle en France — terre promise des réformes... promises. En Allemagne, il va être réalisé — sans aucune collaboration socialiste, d'ailleurs.

Le *Berliner Tageblatt* publie le projet de loi relatif au monopole de l'alcool préparé par le nouveau secrétaire d'Etat allemand aux Finances, M. Sydow. Il s'agit non d'un monopole de la production, mais d'un monopole commercial. L'Etat sera le seul acheteur de l'alcool produit par les distilleries et le vendra ensuite.

Le *Vorwaerts* soumet ce projet à une vive critique. D'après le *Vorwaerts*, il s'agit, tout simplement d'un nouveau moyen pour remplir les poches des distillateurs ruraux qui sont les plus nombreux en Allemagne. Le « cadeau » que leur fait le projet s'élève à 25 millions de francs par an. Le *Vorwaerts* conclut en émettant l'espoir que l'auteur du projet, M. Sydow, ne manquera pas bientôt de recevoir en récompense de ses services, l'autorisation de placer devant son nom la particule : « von », signe de la noblesse.



BIBLIOGRAPHIE

Le numéro d'octobre des *Documents du Progrès* contient une importante étude de notre ami P. Marius André sur les *Syndicats ouvriers en France*.

Les origines, les tendances et les forces réelles de la C. G. T. sont indiquées dans cette étude avec une documentation remarquable.

C'est la première fois que sont fournis impartialement des renseignements complets et précis sur l'organisation syndicale française au sujet de laquelle tant de publications plus ou moins tendancieuses ou mal informées ont été faites.

La clarté et la concision de l'exposé de Marius André seront certainement appréciées.

Nous engageons donc ceux des lecteurs du *Socialisme* qui ne nous ont pas encore envoyé leur abonnement aux *Documents du Progrès*, que nous sommes en mesure de leur procurer à tarif réduit, à le faire dans le plus bref délai en joignant à leur demande un mandat-poste de huit francs au nom de notre administrateur délégué, 15, rue Visconti, Paris (6^e).



La Presse Corporative

De la *Fonderie*, organe de la Fédération des mouleurs en métaux et sous la signature du secrétaire de cette Fédération le camarade Raoul Lenoir :

N'en déplaise aux adversaires des fortes cotisations, la vitalité, la stabilité, la virilité d'une organisation est proportionnée à la somme de ses ressources pécuniaires qui seules permettent de mettre en valeur les consciences, les énergies et les dévouements.

Toute la faiblesse de nos organisations, toute la déception, toutes les difficultés puisent leur source dans l'insuffisance des versements individuels si regrettables défendus par les militants sans courage qui ne recherchent que le succès personnel en flattant l'égoïsme, l'imprévoyance et les faiblesses de tous.

Le véritable régulateur des grèves, le seul qui n'ait aucun caractère autoritaire, ce ne peut être que la caisse de grève. Apprendre aux travailleurs à cotiser raisonnablement, leur apprendre à bénéficier des droits acquis par leurs persévérants sacrifices, et enfin leur indiquer comme primordial devoir la volonté de tous de donner la possibilité à l'organisation de remplir intégralement les engagements pris envers chacun d'eux. Toute autre solution serait tyrannique et

apparaîtrait comme des désirs de stagnation. Seul, l'intérêt général des conflits et l'intérêt légitime des camarades devait s'y engager pour s'opposer aux explosions violentes qui brisent tous pourparlers entre les partis et dont leur poursuite aurait pu amener une solution sans grève.

Du même organe sous la signature de A. Bouzé :

La spontanéité d'une grève dans un moment favorable peut quelque fois influencer favorablement sur l'issue : elle déconcerte l'adversaire et lui occasionne sûrement un plus grand préjudice. La chance augmente encore si c'est une corporation qui peut jeter le trouble dans les besoins quotidiens. Néanmoins, les grèves de l'alimentation, celle des Bateaux Parisiens, qui eurent lieu dans ces conditions, se terminèrent par un échec.

Mais dans notre corporation malgré, la spontanéité, peut-on compter troubler la digestion des bourgeois? Non. On peut seulement compter augmenter le préjudice causé par la cessation inattendue du travail. Mais cela ne suffit pas pour que satisfaction soit accordée. Et nous sommes persuadés qu'il n'y a pas péril à organiser un referendum si cela intéresse toute la corporation, ou à demander leur opinion aux intéressés par scrutin secret si cela n'intéresse qu'une seule maison.

De l'*Union Syndicale* d'Halluin, sur les progrès industriels :

Dans l'industrie du textile, le patronat s'organise tant et mieux que les ouvriers :

Les capitalistes qui sont acculés par les circonstances funestes résultant du développement mécanique, s'entendent pour les mesures à employer pour garantir leurs intérêts.

Il y a de plus en plus surproduction, ce qui, incontestablement provoque les périodes de chômage et partant pénurie dans les affaires. Les travailleurs sont toujours les premières victimes.

La surproduction étant de nature à diminuer les prix de vente, le patronat a trouvé le système qui tend à faire chômer à différentes époques, afin de réduire la production et de maintenir les prix de vente. C'est dans cet ordre d'idées que souvent, un peu partout, les patrons appliquent un jour, ou un demi jour de chômage par semaine.

Cette conséquence industrielle est non seulement générale, mais mondiale.

En Angleterre, la baisse subite des affaires a amené les patrons à s'entendre pour diminuer la production en réduisant momentanément les heures de travail. Actuellement les fileurs de cotons américains ne travaillent que 40 heures par semaine et on parle d'une décision analogue dans la section égyptienne. Beaucoup de métiers sont en chômage et il en résulte une perte de salaire pour les tisserands qui ne sont employés que partiellement.

Ces procédés permettent aux industriels de réduire les stocks et contribuer à améliorer les prix de vente.

Ainsi donc, c'est une preuve que ce sont les industriels qui, forcés par la surproduction, organisent le chômage et frappent effroyablement les travailleurs.

Contrairement aux prétentions capitalistes, il est ainsi démontré jusqu'à l'évidence, que les conséquences des crises ne résultent pas des grèves, ni des augmentations de salaires exigées, mais sont issues des perfectionnements mécaniques s'opérant dans toutes les industries.



La Presse Socialiste

Sur le Congrès de Toulouse, de Paul Constans, dans le *Combat de l'Allier* :

Il a dit que l'action politique pour la conquête du Pouvoir est indispensable, la bourgeoisie ne maintenant ses privilèges économiques que par la puissance du pouvoir politique. Le Congrès a condamné par cela même, et formellement, ceux qui prêchent un abstentionnisme dissolvant, uniquement favorable aux partis de réaction.

L'action électorale n'est pas toute l'action socialiste; mais le prolétariat a le devoir de chercher à enlever le plus de positions possibles à l'ennemi et de s'emparer des forteresses d'où le capitalisme tire sur lui.

Il faut pourtant répéter à satiété que l'action électorale est bien insuffisante, si elle n'est pas secondée par une forte organisation du prolé-

riat dans ses groupes d'études sociales fédérés dans le Parti socialiste.

La valeur socialiste de l'élu n'est pleinement assurée que s'il a derrière lui pour le surveiller, les rangs serrés des travailleurs dont il doit représenter les intérêts.

De même la force des Syndicats professionnels est indispensable pour assurer l'application et donner toute leur valeur aux lois de protection ouvrière, consenties bien souvent à regret par une majorité inquiète.

De Léon Thivrier, dans l'*Emancipateur du Berry* :

Le Parti, en faisant effort de précision, a dégagé son terrain d'action de broussailles où il était trop facile de s'embusquer pour tirer les uns sur les autres ou permettre à l'ennemi de tirer sur nous tous, et il a ainsi éliminé des possibilités de conflits futurs entre nous.

En précisant également ses limites du côté de l'anarchisme, il a mis le prolétariat organisé à l'abri de périls graves. La conquête des pouvoirs publics, l'action électorale et législative proclamés solennellement comme moyens d'action nécessaires pour le Parti le limitent du côté des anarchistes et des libertaires. Il est permis, sans doute, dans notre action commune de mettre à des plans différents les divers moyens de lutte, selon nos caractères et nos tempéraments particuliers, mais nous n'en saurions nier et combattre aucun. Ceux qui auraient quelque velléité de l'oublier, reçoivent ainsi l'avertissement que le Parti ne saurait le tolérer.

De Jean Lorriss, dans le *Progrès de Loir-et-Cher* :

Est-ce à dire que toutes les théories qui s'étaient affirmées au cours du débat aient été consacrées par cette déclaration? Evidemment non, et l'on y verra au contraire que si le Parti socialiste n'est pas dupe de l'hypocrisie des républicains bourgeois qui répudient la violence après l'avoir employée à leur profit, il ne s'est pas laissé non plus séduire par les théoriciens de « la gymnastique révolutionnaire » et qu'il a vigourement engagé les travailleurs à ne point se jeter « à l'aventure » contre les forces capitalistes et gouvernementales, mais à s'organiser méthodiquement, non pour des « escarmouches » meurtrières, mais pour de vastes mouvements collectifs. Et l'on y verra aussi que, contrairement à l'opinion des propagateurs d'un antiparlementarisme spécial, sur lequel il n'y aura sans doute pas lieu de revenir, le Parti « considère comme un devoir essentiel de ses militants de travailler par l'action électorale à accroître la puissance parlementaire et législative du socialisme. »

Intéressantes à noter dans les divers compte rendus de Congrès, les définitions que Louis de Brouckère donne dans le *Peuple* de Bruxelles des tendances représentées à Toulouse :

Nous trouvons d'abord la tendance guesdiste, qui se recrute surtout dans les milieux de l'ancien Parti Ouvrier Français et qui paraît avoir conservé dans l'unité sa forte constitution particulière.

Tout comme le P. O. F. était le parti prolétarien et socialiste par excellence, la tendance guesdiste paraît celle qui est restée la plus fidèle aux points de vue traditionnels. Elle s'est constituée en quelque sorte la gardienne de la doctrine.

Ses adversaires l'accusent même de n'être plus que cela et d'avoir renoncé à agir.

Il est assez de mode d'opposer le mouvement, la vie, l'action auxquels se soumettraient les autres tendances, à la stérilité du guesdisme, qui se contenterait d'attendre dans l'inaction l'avènement miraculeux de je ne sais quel paradis social.

Mais quand on se souvient que cette tendance trouve son principal appui dans le Nord, dans le département justement où l'action est la plus intense et se produit abondamment sous toutes des formes coopératives, syndicales, politiques, on est fixé sur la valeur de l'argument.

Du même journal, sur le discours du citoyen Vaillant, à Toulouse :

On a été d'autant plus heureux d'entendre le citoyen Vaillant tenir ce fier langage, qu'il tranchait quelque peu avec celui du Congrès de Nancy, où l'on paraissait plus disposé à incliner le Parti et les idées qu'il représente devant l'agression de la petite minorité pseudo-syndicaliste et anarchisante.

Il y a, du reste, dans ce Congrès, une tendance très nette à réagir contre l'anarchisme et le

semi-anarchisme qui, depuis Nancy surtout, a pris une grande extension dans le Parti et a produit déjà un effet dissolvant dont on commence à se rendre compte et contre lequel on cherche à réagir.

De Ch. Vérecque, dans le *Travailleur* du Nord, à propos du Congrès de Marseille :

Rien ne sera encore changé au fonctionnement de la Confédération Générale du Travail. Le Congrès de Marseille en a ainsi décidé. Il convient, d'ailleurs, de remarquer qu'il a été purement et simplement une répétition des deux derniers Congrès. A la faveur du vote par mandat, qui ne permet pas de connaître l'opinion des syndiqués, le Congrès a admis, une nouvelle fois, les fantaisies anarchistes si néfastes à la classe ouvrière et recommandé la grève générale révolutionnaire en cas de guerre.

Après les débats qui se sont produits au Congrès de Marseille, je me demande où est le pas en avant accompli dans la voie de l'organisation et de l'éducation du prolétariat. Faire du bruit, comme nous venons de le constater encore à Marseille, cela ne cause aucun mal à la bourgeoisie et ne fortifie pas la Confédération.

Il y avait lieu de mieux servir les intérêts ouvriers; le Congrès de Marseille n'y a pas songé, parce qu'il n'a pas voulu secouer la tutelle anarchiste.

Sous ce titre : La situation du Socialisme en France, on lit dans la *Leipziger Volkezeitung* :

Partant de leurs conceptions principales sur la révolution sociale, nos opportunistes tirent une conclusion définitive sur la tactique du parti.

Les plus francs d'entre eux recommandent la reconstitution immédiate du Bloc dans son ancienne splendeur des temps du ministère Combes.

Les plus perspicaces disent que le Bloc est inconciliable avec l'existence du ministère Clémenceau. Mais les deux groupes du ministérialisme veulent à Toulouse préparer le terrain pour une future politique du Bloc. Cela leur réussira difficilement. La fraction marxiste du Parti est assez forte pour garder celui-ci d'une crise nouvelle.

De Franz Mehring, dans un supplément de la *Neue Zeit*, consacré à l'histoire de l'art de la guerre :

Nous combattons la guerre à cause des horreurs dont elle menace avant tout la classe ouvrière, sans nous représenter en même temps qu'en dépit de ces horreurs, elle a été, dans l'histoire de la société à classes, jusqu'aux temps modernes, un levier du progrès historique. Sans les guerres de l'époque napoléonienne, l'Alle-

magne serait restée enlisée dans le marais de la féodalité, comme la Pologne... Rester aveugle à cette signification historique des guerres, toujours étant donnée la domination d'une classe, a été une erreur de Buckle et c'est aujourd'hui l'erreur des pacifistes bourgeois, vis-à-vis des peuples desquels les adorateurs de Moloch ont beau jeu.

D'autre part, nous sommes naturellement fort éloignés parce que nous reconnaissons l'importance historique des guerres, d'y voir un ressort du progrès humain. Le socialisme, en cela, se comporte à l'égard du militarisme comme de son frère jumeau, le capitalisme. Il ne lui tourne pas le dos en marmottant quelques banalités de réprobation, à l'instar des capitalistes amis de la paix; mais il en étudie les forces et les faiblesses, pour en venir à bout plus sûrement.

EN VENTE

AUX BUREAUX DU "SOCIALISME"

15, Rue Visconti, Paris

Une Brochure à 0 fr. 40 (30 fr. le cent)

DE

Vincent CARLIER

Député des Bouches-du-Rhône.

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

ÉTUDE PRÉFACE DE CHARLES DUMAS

Exposé des motifs et texte du projet de loi déposé par VINCENT CARLIER à la Chambre des députés; Bilan des Compagnies d'assurances; bénéfices réalisés par ces Compagnies; revenus annuels du monopole.

La même brochure réduite, pour la vente à 0 fr. 10 (6 fr. le cent), contient la préface, l'exposé des motifs et le projet de loi.

La Coopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE

3, Impasse Crozatier, 3 — PARIS-XII^e
CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

Revue mensuelle Internationale

Édition française à Paris. — Édition allemande à Berlin

Édition anglaise à Londres

RUBRIQUE : " Le mouvement ouvrier international ", rédigée exclusivement sous la direction du Comité de rédaction du *Socialisme*, avec la collaboration des écrivains des partis socialistes du monde entier.

Abonnement à tarif réduit pour les abonnés et lecteurs du *Socialisme* :

8 francs par an pour la France. — 10 francs par an pour l'Étranger.

Le montant de l'abonnement réduit doit être adressé au *Socialisme*, 15, rue Visconti, Paris. — Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

LES VIGNERONS LIBRES, Coopération paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L.; 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Le Gérant : MERCY.



La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII^e
Administrateur-Délégué : L. MIOT.